



CHAPITRE 105

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien

[Sanctionnée le 10 février 1954]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Saint-Félicien a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée par lettres patentes émises le 15 octobre 1946, déclarant qu'elle est régie par les dispositions de la Loi des cités et villes (Statuts réfundus, 1941, chapitre 233 et ses amendements) charte modifiée en 1949, 25 septembre également par lettres patentes; et ensuite par les lois 13 George VI, chapitre 99 et par 1-2 Élisabeth II, chapitre 99;

Que par suite des développements inattendus de la municipalité, de l'augmentation rapide de sa population, elle se voit dans la nécessité de faire face, en même temps à d'innombrables demandes et dépenses dans tous les domaines de sa juridiction et de son autorité ce qui a pour effet de gêner grandement l'état de ses finances et de prendre un temps considérable aux membres de son conseil;

Que pour parer aux inconvénients, ennuis financiers et administratifs et répondre aux demandes faites, il lui est nécessaire de demander une extension de pouvoirs, et, privilèges, cela dans l'intérêt commun;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 105

An Act to amend the charter of the town of St. Félicien

[Assented to, the 10th of February, 1954]

WHEREAS the town of St. Félicien has, by its petition, represented: Preamble.

That it was incorporated by letters patent issued the 15th of October, 1946, declaring it to be governed by the provisions of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233 and its amendments), which charter was amended the 25th of November, 1948, also by letters patents, and again by the acts 13 George VI, chapter 99, and 1-2 Elizabeth II, chapter 99;

That owing to the unexpected developments of the municipality and the rapid increase of its population, it is under the necessity of meeting at the same time countless demands and expenses in all phases of its jurisdiction and authority, with the result that its finances are seriously strained and heavy demands are made on the time of the members of its council;

That, in order to obviate inconvenience and financial and administrative difficulties and to meet the demands made upon it, the town is obliged, in the public interest, to pray for more extensive powers and privileges;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 233,
aa. 48, 49,
remp.
pour la
ville.
Maire.

1. Les articles 48 et 49 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville de Saint-Félicien, par les suivants:

"48. Le maire est élu à la majorité des électeurs municipaux ayant voté.

Durée
d'office.

A compter de l'élection générale de juillet 1954, il sera élu pour jusqu'au premier jour juridique d'avril 1957, et ensuite, à tous les trois ans, le premier jour juridique d'avril.

Echevins.

"49. Les échevins seront élus pour la même période, de la même façon que l'article 48 ci-dessus, *mutatis mutandis*.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
am.
Élections
générales.

Le paragraphe premier de l'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé pour les fins des présentes, par le suivant: "L'élection générale du maire et des échevins de la ville aura lieu le premier jour juridique de juillet 1954; ensuite, elle sera tenue le premier jour juridique d'avril 1957, et subséquemment, à tous les trois ans, le premier jour juridique d'avril."

S.R.,
c. 233,
a. 68a,
aj. pour
la ville.

2. La Loi des citées et villes est modifiée, pour la ville de Saint-Félicien, en ajoutant après l'article 68, le suivant:

Commis-
sion d'ur-
banisme.

"68a. Le conseil est autorisé à instituer par règlement une commission d'urbanisme, composée de pas moins de cinq membres choisis parmi les membres du conseil avec droit de s'adjoindre des experts, techniciens et conseillers.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Idem.

Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et les services des membres du conseil seront gratuits.

Attribu-
tions, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés, soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Autori-
sation.

Tout projet comportant dépense de deniers, devra au préalable être autorisé par le conseil."

R.S.,
c. 233,
ss. 48, 49,
replaced
for town.
Mayor.

1. Sections 48 and 49 of the Cities and Towns Act are replaced, for the town, by the following sections:

"48. The mayor shall be elected by the majority of the municipal electors who have voted.

From and after the general election of July, 1954, he shall be elected for up to the first juridical day of April, 1957 and afterwards, every three years, on the first juridical day of April.

"49. The aldermen shall be elected for the same period, in the manner forth in section 48 above, *mutatis mutandis*.

R.S.,
c. 233,
s. 173,
am.
General
elections.

The first paragraph of section 173 of the Cities and Towns Act is replaced for these purposes, by the following:

"The general election for mayor and aldermen of the town shall be held on the first juridical day of July, 1954, afterwards it shall be held on the first juridical day of April, 1957, and subsequently, every three years, on the first juridical day of April."

R.S.,
c. 233,
s. 68a,
added
for town.
Town-
planning
commis-
sion.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town of St. Félicien, by adding after section 68 the following:

"68a. The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission composed of at least five members chosen from among the members of the council, with the right to retain experts, technicians and advisers.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Idem.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and the services of the members of the council shall be gratuitous.

Attribu-
tions, etc.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Autori-
zation.

Any project involving expenditure of money must be previously authorized by the council."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

Refus de
permis de
construc-
tion.

3. L'article 426 de ladite loi est modifié, pour la ville de Saint-Félicien, en ajoutant après le paragraphe 27°, le suivant:

"27°a La ville a le droit de refuser tout permis de construction relatif à un bâtiment ou édifice prohibé par un règlement d'urbanisme en particulier sans restriction quant aux constructions à être érigées sur des lots non cadastrés."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Animaux.

4. L'article 427 de ladite Loi des citées et villes est modifié, pour la ville de Saint-Félicien, en ajoutant après le paragraphe 20°, le suivant:

"20°a Pour réglementer ou interdire l'élevage ou la garde des animaux dans les limites de la municipalité;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

Billet
d'assigna-
tion.

5. L'article 429 de la Loi des citées et villes est modifié, pour la ville de Saint-Félicien, en ajoutant après le paragraphe 31°, les suivants:

"31°a Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir sur les lieux mêmes ou ladite infraction a été commise un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction et remettre au conducteur du véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au bureau du secrétaire-trésorier de la cité.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant audit bureau et en payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le secrétaire-trésorier ou par toute personne sous son autorité ou désigné par le conseil, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, une plainte peut être portée contre elle, conformément à la loi, devant la cour de juridiction compétente. Les sommes déjà perçues par la ville suivant le mode de perception des amendes sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir.

3. Section 426 of the said act is amended, for the town, by adding after paragraph 27, the following;

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

"27a. The town may refuse any building permit respecting a construction or building prohibited by a particular town-planning by-law without restriction with respect constructions to be erected on non cadastré lots."

Refusal
of build-
ing per-
mit.

4. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 20 the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"20a. To regulate or prohibit the breeding or keeping of animals within the limits of the municipality;"

Animals.

5. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 31 the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

"31a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town secretary-treasurer's office.

Notice
of sum-
mons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the said office and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the secretary-treasurer or by any person under his authority or designated by the council shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
com-
plaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him, according to law, before the competent court. The sums already collected by the town according to this mode of collection of fines are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same.

Com-
plaint.

Responsabilité.

"31^b Dans le cas des contraventions mentionnées au paragraphe 31a, la ville pourra tenir responsable de telle contravention, le propriétaire du véhicule automobile concerné, au même titre que le conducteur, chauffeur ou gardien et lui imposer l'amende prévu par ledit paragraphe. Mais il ne pourra être imposé plus d'une seule pénalité pour la même infraction;"

"31b. In the case of the violations mentioned in paragraph 31a, the town may hold the owner of the motor vehicle concerned responsible for such violation in the same way as the driver, chauffeur or person in charge, and impose upon him the fine contemplated by the said paragraph. But no more than one penalty shall be inflicted for the same violation;"

Responsibility.

S.R.,
c. 233,
s. 526a,
aj. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Saint-Félicien, en y ajoutant, après l'article 526, le suivant:

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town of St. Félicien, by adding, after section 526, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for town.Permis de
vendeur
ambulant.

"526a. La ville de Saint-Félicien est autorisée à imposer et prélever, par règlements, de tout vendeur ambulant, vendant au détail, dans les limites de la municipalité qui n'a ni résidence ni place d'affaires dans ladite municipalité, un droit annuel de cinquante dollars pour le premier véhicule et de vingt-cinq dollars pour chacun des autres véhicules additionnels utilisés par le même vendeur.

"526a. The town of St. Félicien is authorized to impose and levy, by by-law, from every itinerant seller, selling at retail, within the limits of the municipality, having no residence nor place of business in the said municipality, an annual duty of fifty dollars for the first vehicle and of twenty-five dollars for every other vehicle utilized by the same seller.

License
for itine-
rant
seller.Permis
personnel.

Le permis sera émis pour chaque vendeur et sera particulier à chaque véhicule; il ne sera transférable à aucune autre personne et ne pourra être utilisé sur aucun autre véhicule.

The license shall be issued for each seller and affected to each vehicle; it shall not be transferable to any other person nor be used on another vehicle.

Personal
license.

Restrictions.

Rien dans le présent article ne confère à la ville de Saint-Félicien le droit d'imposer la présente taxe sur les horticulteurs, les agriculteurs et les cultivateurs en général, ainsi que sur les apiculteurs, qui vendent les produits de leurs fermes."

Nothing in this section shall empower the town of St. Félicien to impose the above tax on horticulturists, farmers in general, as well as on apiculturists, selling products of their farms."

Restrictions.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.